

Le Courrier de la Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvreté - N° 166 - 21 septembre 2010

Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche Mondiale des Femmes). Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'expéditeur est bien directement la Marche) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et ami-es.

Coordination Francis Marche Mondiale des Femmes 25/27 rue des Envierges, 75020 Paris, tel 01 44 62 12 04 ; 06 80 63 95 25 ; Site : <http://www.mmf-France.fr>

SOMMAIRE

- 1 - Réunion nationale MMF : Changement de date
- 2 - Voir des vidéos des 12 et 13 juin
- 3 - Manifestation retraites : point fixe féministe
- 4 - Avorter est un droit, mobilisons-nous toutes et tous pour le défendre
- 5 - Retraite des femmes : le mensonge comme seul argument - Tribune libre du Monde du 17/09
- 6 - Retraites : Le projet de loi soumis à la Halde pour discrimination indirecte envers les femmes
- 7 - Retraites : campagne d'Osez le Féminisme
- 8 - Sommet sur les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) : Encore un gros effort... - Communiqué Planning Familial
- 9 - OMD et genre: ça presse ! - Communiqué « Genre en action »
- 10 - ONU : La reconnaissance de l'égalité entre les femmes et les hommes : Première condition pour atteindre les Objectifs du Développement - la CLEF, Regards de Femmes et Ni Putes Ni Soumises
- 11 - Retrouver l'élan du féminisme , Avancer quand même - Christine Delphy, 30 juillet
- 12 - Rencontre internationale des femmes et des peuples des Amériques en Colombie : Appel
- 13 - Rencontre débat sur le thème « la pensée sans Frontière » - AFEMCI
- 14 - Assises de l'IEC : Vous avez dit féministe ?
- 15 - Hommage à Delphine Seyrig, actrice, réalisatrice et féministe
- 16 - Radio Libertaire

NOUVELLES DE LA MARCHÉ MONDIALE DES FEMMES

1 - Réunion nationale MMF : Changement de date

Afin de tenir compte de la manifestation nationale du 6 novembre sur l'avortement et ne pas occasionner trop de dépenses, la réunion nationale de bilan de la MMF 2010 aura lieu le dimanche 7 novembre. Tous les renseignements la semaine prochaine.

2 - Voir des vidéos des 12 et 13 juin

http://www.youtube.com/watch?v=cen_GJrC484

<http://www.youtube.com/watch?v=g-P36PCM5Z8>

MOBILISATIONS

3 - Manifestation retraites : point fixe féministe

MANIFESTATION RETRAITES du 23 septembre

Point fixe des associations féministes

angle Place Valubert et Bld de l'Hôpital, métro Austerlitz
à partir de 10h pour l'installation

Une petite réunion a eu lieu pour discuter de la place des associations féministes dans cette manifestation. Pour faire court, il y avait deux positions : 1 - Faire un cortège féministe, soit en tête du cortège syndical si accord, soit après le cortège syndical ; 2 - Faire de nouveau un point fixe des associations, comme le 7 septembre, en se donnant les moyens de le renforcer. La 2^{ème} proposition a été majoritaire : amener vos banderoles ; prévoir des casseroles et cuillères en bois, ou instruments divers (à la charge de chacune) ; théâtre Forum, projet de faire une « chenille » dans la manifestation : besoin de 10 personnes, habillées de tee-shirt jaunes et de pancartes qui vont circuler en fil indienne dans les cortèges et distribuer le tract ; panneaux, ballons jaunes et violets, affiches explicatives... point presse à 14h30 avec les personnalités politiques femmes et les copines à l'initiative de la tribune parue dans le Monde (voir plus loin).

4 - Avorter est un droit, mobilisons-nous toutes et tous pour le défendre

Une manifestation nationale est organisée le 6 novembre à Paris, à l'appel du MFPPF, de la CADAC et de l'ANCIC avec le soutien de nombreuses associations et organisations. Voir le tract d'appel en fichier joint. Egalement comme matériel : des affiches en 30/40 que vous pouvez recevoir en format numérique pour tirer localement ; des autocollants.

Pour plus d'informations : mobilisationavortementnov2010.over-blog.com ;

mobilisationivg@gmail.com

TEXTES

5 - Retraite des femmes : le mensonge comme seul argument -Tribune libre du Monde du 17/09

Sourd à l'hostilité de la population à la réforme des retraites, le gouvernement maintient son projet, en l'amendant de quelques mesurette sur la pénibilité ou les carrières longues. Contre les inégalités de retraite entre les hommes et les femmes, pourtant très importantes, rien n'est prévu. Eric Woerth en conteste même la réalité et tient des propos lénifiants sur l'évolution de la situation, en niant les conséquences particulièrement négatives qu'aurait son projet sur les femmes. Sur cette question, son discours se réduit à deux arguments, basés sur l'hypocrisie et le mensonge.

Hypocrisie quand il répète que *"la retraite n'a pas vocation à corriger l'ensemble des inégalités existant dans l'emploi"*. Certes, mais elle n'a surtout pas vocation à les amplifier. Or c'est le cas : la pension moyenne des femmes, tout compris, ne représente que 62 % de celle des hommes, alors que leur salaire moyen représente 80 % de celui des hommes. En outre, sans les dispositifs conjugaux et familiaux dont elles bénéficient, leur pension ne représente même pas la moitié (48 %) de celle des hommes. Ces dispositifs se révèlent donc indispensables, tout en restant insuffisants pour compenser les inégalités.

Pourtant, le gouvernement n'hésite pas à affirmer, dans le dossier de présentation du projet de loi : *"Les femmes bénéficient de nombreux dispositifs de solidarité au sein de nos régimes de retraite, qui (...) compensent efficacement l'impact des enfants"*. Permettre aux femmes d'atteindre 62 % de la pension des hommes, est-ce cela une compensation efficace ? C'est probablement au nom d'une telle conception que ces dispositifs ont déjà été réduits par la réforme de 2003 et en 2009, et qu'ils continuent d'être mis en cause... au nom de l'égalité entre les femmes et les hommes ! Hypocrisie encore, lorsque le projet prévoit de sanctionner les entreprises pour... absence de plans pour l'égalité professionnelle, alors que c'est l'absence de résultats qui doit enfin être sanctionnée si on vise vraiment à l'efficacité.

Mensonge lorsque M. Woerth conteste le fait que l'allongement de la durée de cotisation et le recul des bornes d'âge pénalisent plus fortement encore les femmes : celles-ci ont en moyenne beaucoup moins de trimestres validés que les hommes, elles sont proportionnellement plus éloignées de la durée exigée, et elles attendent souvent l'âge de 65 ans pour liquider leur retraite sans subir la décote. Mais pour le ministre, il semble ne plus y avoir de problème d'inégalités entre les hommes et les femmes. Il affirme ainsi : *"aujourd'hui les femmes ont au moins autant de trimestres validés que les hommes"* (présentation du projet de loi le 15 juin 2010), et *"la durée d'assurance des femmes est supérieure à celle des hommes de dix-sept trimestres en moyenne pour les générations récentes"*, et encore, lors du débat en séance du 9 septembre à l'assemblée nationale : *"Les femmes nées dans les années 1960, lorsqu'elles prendront leur retraite, auront quinze trimestres de plus que les hommes"*. Il ajoute : *"ce n'est pas le gouvernement qui l'affirme, c'est dans le rapport du COR"*.

Tout cela est faux. Les rapports du Conseil d'orientation des retraites (COR) disent des choses très différentes. Les écarts entre les durées validées par les hommes et les femmes se réduisent, lentement, au fil des générations mais on est loin, aujourd'hui comme dans un futur proche, de durées équivalentes : les femmes parties en retraite en 2004 avait toujours vingt trimestres de moins que les hommes, tout compris ! C'est à dire cinq annuités de moins, on peut rappeler que cinq annuités manquantes entraînent une décote de 25 %, sur une pension déjà plus faible puisque proratisée.

La question reste entière et non traitée

Pour le futur, selon les projections établies par la Caisse nationale de l'assurance vieillesse (CNAV) et rapportées par le COR, les femmes *"pourraient avoir une durée validée tout compris supérieure aux hommes. Pour la génération née en 1980, l'écart en leur faveur serait de l'ordre de cinq trimestres"*. D'une part, cet écart contredit fortement les quinze ou dix-sept trimestres affirmés par le ministre ! Sur le fond, la génération de 1980 pour laquelle l'écart pourrait être de cinq trimestres en faveur des femmes, arrivera à 60 ans en... 2040, soit dans 30 ans. D'ici là, quid des générations de femmes qui partiront en retraite avec un nombre insuffisant de trimestres, en moyenne plus faible que les hommes, et que cette réforme obligerait à attendre 67 ans pour ne pas voir amputée une pension déjà bien faible ? Ces femmes n'auraient qu'à se consoler à l'idée que les inégalités auront probablement diminué au moment de la retraite de leurs petites filles ?

D'autre part, rappelons ce que le COR précise sur ces projections : *"Ces estimations doivent néanmoins être interprétées avec prudence, du fait des limites inhérentes aux projections... elles suggèrent simplement que les écarts pourraient s'annuler voire s'inverser"*. Eric Woerth ne s'embarrasse pas de telles réserves ! De plus, ces projections sont aujourd'hui obsolètes, puisqu'elles ont été réalisées avant la mesure de 2009 qui a diminué les trimestres attribués aux femmes du régime général au titre des enfants. Il est plus que probable que cela modifie grandement les projections pour l'avenir...

Le rapport du COR dit en toutes lettres que les décalages de la date de départ en retraite seraient plus importants chez les femmes que chez les hommes, témoignant de la pénalisation particulière des femmes en cas de report des bornes d'âge. Ce résultat reste lui aussi occulté. Même la Commission européenne attire l'attention sur le risque de pauvreté plus élevé pour les femmes, en particulier pendant la retraite.

La question des inégalités de retraite entre les hommes et les femmes reste donc entière et non traitée. Le projet de réforme est injuste non seulement envers les femmes, mais envers les jeunes, les carrières longues, les métiers pénibles et plus globalement l'ensemble des salarié-es, parce que fondamentalement il refuse de s'attaquer à l'inégal partage entre le capital et le travail qui a fait reculer la masse salariale en proportion inverse de l'envolée des dividendes. Un projet alternatif existe pour faire reculer les inégalités et financer un bon niveau de retraites, il est fondé sur la solidarité et le partage des richesses.

Martine Billard, députée (PG), Danièle Bousquet, députée (PS), Marie Georges Buffet, députée (PCF), Christiane Marty, membre du Conseil scientifique d'ATTAC, Anny Poursinoff, députée (Les verts).

6 - Retraites : Le projet de loi soumis à la Halde pour discrimination indirecte envers les femmes

Parce qu'ils estiment que la réforme des retraites pénalise lourdement les femmes, huit députés et sénateurs ont saisi la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (Halde). " Nous considérons que certaines mesures existantes et/ou figurant dans le projet de loi de réforme des retraites constituent des discriminations indirectes envers les femmes ", écrivent ces élus du PCF, des Verts et du Parti de gauche dans une lettre datée du 30 août.

Pour ces parlementaires, qui agissent au nom d'un collectif composé notamment d'Attac, de la fondation Copernic, de la Fédération syndicale unitaire (FSU), de Solidaires, du NPA et du CNDP, le report à 62 ans de l'âge légal et à 67 ans de l'âge du taux plein touchera de plein fouet les femmes. Ce sont en effet elles qui s'arrêtent déjà le plus tard : une femme sur trois part à plus de 65 ans contre seulement un homme sur vingt.

Selon le collectif, l'allongement de la durée de cotisation - 41,5 annuités en 2020 - aggravera, lui aussi, les difficultés des femmes, qui ont déjà du mal à réunir les trimestres nécessaires. : en 2007, seules 44 % d'entre elles parvenaient à valider une carrière complète contre 86 % des hommes. Elles devront donc " soit prendre leur retraite à un âge plus tardif, soit subir une décote plus forte puisqu'elles seront en moyenne encore plus loin que les hommes de la durée exigée ". 780 euros par mois

Le collectif en conclut que le projet de loi sur les retraites constitue une discrimination indirecte, c'est-à-dire une disposition apparemment neutre qui désavantage en réalité les femmes. " Cette réforme va concerner, en absolu comme en relatif, beaucoup plus de femmes que d'hommes et obliger celles-ci à attendre plus longtemps leur pension, le plus souvent hors emploi, et avec des revenus précaires ", estime les huit parlementaires dans leur lettre.

En matière de retraite, les inégalités sont déjà très fortes : les femmes touchent en moyenne 1 020 euros par mois, soit 62 % de la somme perçue par les hommes. Hors pension de réversion et minimum vieillesse, les écarts sont plus élevés encore : les femmes bénéficient d'une pension moyenne de 780 euros, soit... 48 % de celle des hommes. Des inégalités dont les Français sont conscients : selon un sondage réalisé par MediaprismGroup et le Laboratoire de l'égalité, 83 % des sondés reconnaissent que notre système de retraite est favorable aux hommes.

Le Laboratoire de l'égalité, qui réunit à la fois des associations, des chercheurs, des syndicats, des élus et des entreprises, a lancé une pétition demandant au gouvernement de " corriger les inégalités actuelles et d'améliorer les retraites des femmes ". " La réforme entraîne les femmes vers la précarité et la dépendance, affirme le texte. Non seulement les inégalités qui expliquent la différence de situation des hommes et des femmes à la retraite n'ont pas été corrigées, mais la réforme va les augmenter considérablement. "

La pétition du Laboratoire de l'égalité : <http://laboratoiredelegalite.wordpress.com/>

7 - Retraites : campagne d'Osez le Féminisme

La réforme des retraites est discutée en ce moment même à l'Assemblée Nationale. Nous le savons, les femmes vont payer le prix fort de cette réforme : pensions en baisse, précarité, carrières incomplètes, décôtes importantes... Le report de l'âge légal va toucher directement les femmes et risque de faire basculer bon nombre d'entre elles dans la précarité.

Après la réussite de la journée du 7 septembre, Osez le féminisme lance une campagne d'interpellation des députées et des députés pour exiger une autre réforme, qui garantisse un niveau de retraite décent à toutes les salariées et tous les salariés. Pour écrire aux députés de son département et leur demander qu'ils renvoient le projet du gouvernement, RDV ici : <http://osezlefeminisme.fr/article/retraites-femmes-de-tous-les-metiers-ecrivez-a-vos-deputes>

8 - Sommet sur les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) : Encore un gros effort... - Communiqué Planning Familial

Les OMD ont donné aux pays du Nord comme du Sud, un carnet de route pour 15 ans en matière de réduction de la pauvreté et de la faim, d'éducation, d'égalité des sexes et d'autonomie des femmes, de mortalité infantile et de santé maternelle, de lutte contre les pandémies dans une perspective de développement durable et en s'appuyant sur un partenariat mondial. A 5 ans de l'échéance, le constat est amer et sans équivoque : on est loin, bien trop loin du compte pour prétendre les atteindre en 2015.

La crise financière et économique a entamée les aides au développement des pays donateurs, renforçant la précarité au sein même de ces pays et ralentissant ou anéantissant les avancées dans les zones les plus dépourvues.

L'ONU souligne quelques progrès mais « il est évident que les améliorations apportées aux conditions de vie des pauvres ont été scandaleusement lentes.. » selon son secrétaire général.

Oui, il est scandaleux que :

- 350 000 femmes meurent des suites ou au moment de l'accouchement (+ de 50 % d'entre elles en Afrique sub-saharienne) par manque moyens financiers, éloignement du centre de santé ou qu'elles sont trop jeunes... La probabilité de décès des suites de maternité d'une femme de 15 ans est 300 fois plus élevée en Afrique que dans le Nord. En presque 20 ans, le taux de mortalité maternelle dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne n'a baissé que de 0,1%.

- 74 000 femmes meurent chaque année des suites d'un avortement clandestin : absence de moyens pour le payer, absence de loi l'autorisant, poids de la tradition l'interdisant ou bien peu voire pas d'informations ou d'accès aux moyens de contrôle de la fécondité. (33 millions de grossesses non désirées dans le monde.)

- Les femmes et les filles, particulièrement celles de 15 à 19 ans, continuent d'être affectées de manière disproportionnée par le VIH. Les femmes font face à de nombreux défis socioculturels, économiques et juridiques qui interagissent et accroissent leurs risques d'être

contaminées par le VIH et de violation des droits humains. Dans la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest, les femmes ayant une connaissance complète sur le VIH est inférieur de 10% à 20% à celle relevée pour les hommes.

- 2/3 des illettrés dans le monde sont des femmes dont on a sacrifié l'éducation au nom de l'assignation des rôles dans la famille et dans la société.

- Les femmes sont majoritaires parmi les 1,5 milliard de personnes vivant avec ≤ 1 \$ / jour. Le fossé entre les femmes et les hommes pris dans le cycle de la pauvreté s'est creusé un peu plus au cours de la dernière décennie. Les femmes gagnent, en moyenne, à peine plus de 50 % de ce que gagnent les hommes.

- 1 femme sur 5 dans le monde est ou a été victime de violences physiques ou d'agressions sexuelles. Cette violence est une criante manifestation des inégalités entre les sexes et un indicateur du statut des femmes dans les sociétés.

L'égalité des sexes et l'autonomie des femmes ne doivent plus être les parents pauvres du développement au nom d'un pragmatisme ou d'un pseudo réalisme économique qui conforte et perpétue les discriminations et les inégalités de genre.

Les objectifs du Millénaire peuvent être, à condition d'une réelle volonté commune des Etats de s'y attaquer, un levier pour une amélioration globale des conditions de vie des personnes dans le monde pour peu que l'on sorte de la seule logique de développement, durable ou non, vers une mise en perspective en matière d'universalisme et d'application des droits.

La 4ème Conférence Internationale des Nations Unies sur la Population et le Développement (Le Caire, 1994), a mis fin au concept de « contrôle de la population » au profit d'une approche centrée sur les personnes et fondée sur les droits en matière de santé sexuelle et reproductive. En 1995, la plate-forme d'action de Pékin a élaboré une Déclaration et un Programme d'action invitant la communauté internationale à s'engager pour la promotion des femmes et l'égalité des sexes. Ces recommandations sont des éléments essentiels et indispensables à la stratégie de développement voulu par les Objectifs du Millénaire, elles ne doivent pas être abandonnées ou euphémisées dans une perspective axée prioritairement sur l'économique.

Contacts : Christine Mauget : 06 71 39 44 87 ; Marie-Pierre Martinet, Secrétaire générale : 06 70 19 83 48

9 - OMD et genre: ça presse ! - Communiqué « Genre en action »

Les organisations non gouvernementales, la société civile et le secteur privé réunis autour des OMD à New York en Juin 2010 l'ont affirmé : « les Gouvernements devraient renforcer leur engagement à faire progresser l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes comme priorités transversales pour atteindre tous les objectifs d'ici 2015 ». Un rappel sonore est à l'ordre du jour à la veille de la plénière de la Réunion de haut niveau sur les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) qui se tiendra du 20 au 22 Septembre 2010 à New York.

C'est pourquoi le réseau Genre en Action a collaboré avec la revue Altermondes pour produire un numéro spécial Objectifs du Millénaire pour le Développement qui sortira le 17 septembre dans le quotidien français Libération. Ce numéro rassemble 27 des plus importantes associations de solidarité internationale et les principaux syndicats, pour rappeler l'Etat français à ses responsabilités. Pour celles et ceux qui ne pourront pas se procurer ce numéro, des extraits seront en ligne sur le site du réseau et sur www.altermondes.org après le 17.

« Faut-il se résigner à l'échec et abandonner sur le bord de la route les milliards de personnes, sempiternelles victimes d'une crise qu'ils n'ont jamais provoquée? En aucun cas.

C'est le message qu'il faut marteler à celles et ceux qui gouvernent, dans les pays du Nord comme du Sud ». Un message unique que David Eloy, le rédacteur en chef d'Altermondes, invite à relayer à travers la pétition diffusée dans ce numéro : « Assez de promesses, des actes ! ».

Face aux piètres avancées enregistrées à ce jour, ce sont bien tous les Etats, sans exception, qu'il nous faut rappeler à leurs engagements et à leurs responsabilités. Parce que « la crise » ne peut ni tout expliquer, ni tout justifier ! De par le monde, des millions de femmes n'ont pas attendu « la crise » pour connaître la précarité, la marginalisation et l'abus de leurs droits. Et il y a fort à parier - l'expérience aidant - que même quand les états seront « ortis de la crise », elles y seront encore !

Comme de très nombreuses organisations, le réseau Genre en Action soutient le grand chantier de l'égalité dans/par les OMD. Outre le numéro spécial d'Altermondes, le réseau a produit « OMD : pas de genre sans actions », une base de plaidoyer à utiliser, diffuser, multiplier sans mesure. « Bouger » les OMD est une entreprise compliquée tant la machine est lourde, ficelée dans le jargon des NU et la langue de bois des états. Pourtant, il faut nous emparer de l'objectif 3 sur l'égalité entre les sexes, lui insuffler vie, lui donner corps, l'abreuver au réel. Et il nous faut mettre les 7 autres OMD à l'épreuve du genre.

Ne nous y trompons pas ! Il n'y aura pas de développement sans égalité de genre. Pas plus qu'il y aura de genre dans les OMD sans nos actions !

Association Genre en Action : www.genreenaction.net

10 - ONU : La reconnaissance de l'égalité entre les femmes et les hommes : Première condition pour atteindre les Objectifs du Développement - la CLEF, Regards de Femmes et Ni Putes Ni Soumises

En 2000, l'ONU a défini 8 objectifs pour 2015 concernant le développement durable mondial : réduire l'extrême pauvreté et la faim, assurer l'éducation primaire pour tous, promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, réduire la mortalité infantile, améliorer la santé maternelle, combattre le VIH/SIDA, le paludisme et autres pandémies, préserver l'environnement et mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

Constatant le risque de ne pas atteindre les objectifs fixés, le Secrétaire général de l'ONU a demandé aux Etats de se réunir en Sommet à New York du 20 au 22 septembre afin de permettre une accélération des progrès en vue de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). 150 chefs d'Etat et de gouvernements sont attendus à New York. Le Président de la République française a annoncé sa présence. Il est indispensable que la voix de la France porte des exigences très fortes en matière de réduction des inégalités entre les femmes et les hommes dans le monde.

Promouvoir « l'égalité et l'autonomisation des femmes » (objectif 3) est non seulement un objectif en soi mais aussi la condition de réussite des autres objectifs du Millénaire : il permet d'éviter une plus grande paupérisation des femmes et de leurs familles. Ceci entrainera une avancée significative pour « assurer l'éducation primaire pour tous, y compris les filles » (objectif 2) « réduire la mortalité maternelle et infantile » (objectifs 4 et 5), « réduire l'extrême pauvreté et la faim » (objectif 1) et combattre le VIH/SIDA.

La France doit s'exprimer fortement sur trois questions. Elle doit ainsi dénoncer les traditions néfastes et leurs répercussions sur la santé des femmes. Justifiées sous prétexte de coutumes ou de religions, un grand nombre de traditions néfastes empêchent l'égalité entre les femmes et les hommes de se réaliser et interdisent toute autonomie des femmes. Ainsi, la moindre « valeur » accordée aux filles dans certaines régions d'Asie (et dans les

diasporas) se manifeste avant la naissance par des avortements sélectifs (particulièrement nombreux dans les milieux favorisés ayant accès à l'échographie).

La surmortalité féminine, notamment des fillettes, qui reçoivent moins de soins que les garçons à la naissance, ou l'absence d'état civil pour 15% de filles dans les pays en développement démontrent la transmission par les familles des inégalités entre les sexes, contraires à l'éthique et à la raison.

Si la fillette a survécu, son parcours de vie est semé d'embûches violentes : mutilations sexuelles, mariages et grossesses précoces, violences relative à la dot et crimes « d'honneur ».

La France devra également rappeler qu'il est nécessaire d'assurer l'éducation pour toutes les filles. Aujourd'hui, dans le monde, 2/3 des illettrés sont des femmes. Chaque année 115 millions d'enfants en âge d'être scolarisés ne vont pas à l'école dont 62 millions de fillettes.

Les enfants, filles et garçons de mères illettrées, sont les plus nombreux à ne pas être scolarisés. Pour sortir de la spirale infernale de la pauvreté, il est indispensable d'attaquer les inégalités à la racine et de favoriser l'éducation des filles. Des femmes ayant été scolarisées ont plus de chance d'éviter mariage et grossesses précoces, de permettre à leurs enfants d'être eux-mêmes scolarisés et mieux soignés.

Enfin, il est indispensable de tout mettre en œuvre pour prémunir les femmes du VIH/SIDA et de ses conséquences. Ces deux dernières années le nombre de filles et de femmes séropositives a augmenté dans toutes les régions du monde, en particulier en Europe de l'Est, en Asie et en Amérique latine. 14 millions d'enfants sont orphelins à cause du sida. En dépit de l'existence et la commercialisation du préservatif féminin sur le continent africain, les femmes rencontrent des difficultés pour se le procurer et l'utiliser.

La féminisation de l'épidémie met en relief les inégalités liées au sexe : confrontées au viol, à la violence domestique et aux mutilations sexuelles, de nombreuses femmes contractent chaque année le virus. Leur nombre dépasse celui des hommes contaminés.

Dans un grand nombre de pays où la pandémie se propage, les femmes adultes sont toujours juridiquement des mineures et ne peuvent être propriétaires de terres ou d'autres biens ni en hériter. Cette situation contribue à la paupérisation des veuves et orphelins du sida et montre combien il est urgent de procéder à une révolution pour faire respecter les droits des femmes.

Par ailleurs, pour plus d'efficacité dans la lutte contre le VIH il est urgent de développer tant des essais cliniques spécifiques que de traitements pour les femmes, car les effets secondaires diffèrent radicalement entre les femmes et les hommes.

L'entité « ONU femmes », créée le 2 juillet dernier, pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ne sera pleinement efficace que si elle aide à la propagation des principes universels de liberté, d'égalité et de laïcité. La France devra affirmer ces principes pour que le sommet de New York soit une réussite.

Olga Trostiansky, présidente de la CLEF, Michèle Vianès, présidente de Regards de Femmes et Sihem HABCHI, Présidente de Ni Putes Ni Soumises

11 - Retrouver l'élan du féminisme , Avancer quand même - Christine Delphy, 30 juillet

On parle souvent des acquis du mouvement féministe. Mais aucun acquis social, y compris quand il est inscrit dans la loi, n'est gravé dans le marbre ; l'histoire contemporaine le démontre à l'envi. Les acquis féministes sont particulièrement fragiles. Ils sont en butte à plusieurs types d'obstacles : les attaques des lobbies « masculinistes » dans certains secteurs, le baquelache idéologique, la mauvaise volonté politique de l'ensemble de la société,

tant civile que politique ; et finalement le matraquage du mythe de « l'égalité-déjà-là », appuyé en France sur une idéologie qui a pris la notion de république en otage. Avancer en dépit des résistances et des attaques, c'est l'un des enjeux du mouvement féministe.

La contre-offensive patriarcale prend la forme de lobbies « masculinistes » fortement organisés, véritablement internationaux et très riches - et en ces trois aspects ils diffèrent du mouvement féministe - qui déposent sur les bureaux des ministres et des députés, jour après jour, année après année, des propositions de remise en cause des lois sur l'avortement, sur le harcèlement sexuel, sur le divorce. Leurs actions visibles, comme celles des commandos anti-avortement, sont des exceptions ; c'est de façon souterraine, en formant des « experts » qui devant les tribunaux, en écrivant des livres de psychologie, qu'ils œuvrent. Leurs cibles : le droit à l'avortement, mais aussi la pénalisation des violences masculines contre les femmes et contre les enfants. Leurs ouvrages constituent des systèmes théoriques où les avocats des hommes violents et des pères incestueux, ainsi que les auteures d'ouvrages baquelachiens, puisent leurs arguments : « fausses allégations », syndrome des « faux souvenirs », etc.

Dans tous les pays, on constate le même retour de bâton. En France comme ailleurs, ce sont en majorité des femmes qu'on envoie en première ligne pour dire que le féminisme ne passera pas, ou n'est pas passé, n'est pas, ou n'est plus utile, a toujours été nocif ou l'est devenu. Comme ailleurs, parmi ces femmes, d'anciennes féministes ou sympathisantes, dont la parole est dégustée avec la gourmandise un peu obscène réservée auparavant aux confessions d'anciens Staliniens. Les thèmes sont les mêmes qu'ailleurs, qu'aux USA notamment où ils sont empruntés : les féministes exagèrent, l'oppression des femmes c'est fini, le viol ça n'existe pas, le harcèlement sexuel non plus.

Ces discours sont pris dans une sauce cocorico : il existerait dans le domaine des mœurs aussi une « exception française ». En France, les rapports entre les sexes seraient idylliques. Le grossier sexisme étranger laisserait la place, en France, à la fine « séduction » gauloise. On peut se demander comment des gens intelligents par ailleurs arrivent à croire, en dépit des enquêtes, des chiffres, des faits divers qui en montrent l'extraordinaire similitude d'un pays à l'autre, que l'oppression des femmes s'arrête tout net à Annemasse et à Port-Bou comme en son temps le nuage de Tchernobyl.

Quand les conventions internationales ou les directives européennes restent lettre morte, quand les lois internes interdisant la discrimination sexuelle ne sont pas plus appliquées que celles interdisant la discrimination raciste, on est obligée de parler d'une collusion non-dite entre tous les acteurs : employeurs, syndicats, appareil judiciaire, État, médias. Certaines lois tendent tout simplement à ne pas être appliquées, en France, et parmi celles-là, particulièrement celles qui concernent l'égalité entre les sexes.

La loi de 1983 sur l'égalité dans le travail n'a jamais été mise en œuvre, et elle était faite, si on peut dire, pour ne pas l'être, puisqu'elle ne comportait aucune sanction ; la loi « Génisson » de 2001 comporte quelques sanctions ; le chef de l'État aurait l'intention de la faire appliquer : c'est une admission du fait qu'il ne faut pas moins qu'une intervention présidentielle pour qu'une loi soit autre chose qu'un chiffon de papier. La loi sur l'avortement est violée matin midi et soir par les hôpitaux, les chefs de service, les services sociaux et l'État, qui ne mettent pas en place les centres d'IVG prévus par ses décrets d'application. Un combat constant est nécessaire pour empêcher qu'entre les « dysfonctionnements » et le travail de sape des lobbies anti-choix, l'IVG ne disparaisse purement et simplement. Mais si faire passer des lois et ensuite les faire appliquer consomme une bonne part de l'énergie du mouvement féministe, ce ne saurait constituer son seul but. En effet, l'inégalité flagrante entre femmes et hommes sur le marché du travail s'adosse à l'exploitation du travail domestique des femmes.

L'attribution aux seules femmes de 90% du travail domestique fait partie de l'ossature, de la structure du système social, comme la division en classes sociales. Or la structure sociale n'est pas rectifiable par la loi - c'en est au contraire le fondement, même si ce fondement est caché.

Par où attaquer ce volet de l'exploitation économique des femmes qui semble n'être susceptible que de négociations interindividuelles dans les couples, quand il s'agit de la base de l'organisation patriarcale de nos sociétés ? Trouver un angle d'attaque qui soit en résonance avec une période globalement réformiste - ayant abandonné toute idée de changement hors du cadre institutionnel existant - est un défi auquel le mouvement féministe n'a pas encore trouvé de réponse, même si quelques pistes ont été suggérées.

Le mythe de l'égalité-déjà-là

Deux, trois générations de jeunes femmes, qui auraient dû prendre le relais des féministes de 1970, se sont tenues à l'écart du mouvement. La parole de celui-ci, confidentielle, ne peut rivaliser avec celle des médias. Or ceux-ci ont été très habiles dans leur campagne anti-féministe. Certes, elle inclut une présentation négative des féministes « moches et frustrées », « anti-hommes », « toutes des lesbiennes ». Mais l'arme la plus efficace de cette campagne est le matraquage de l'idée que « Tout est gagné, il n'y a plus rien à faire »... Sauf, sous-entendu, à retrousser ses manches et à prouver qu'on est digne de cette égalité.

Cette idée culpabilise les femmes : si vous n'y arrivez pas, ce n'est pas de la faute de la société, mais la vôtre. Mais surtout elle présente les inégalités flagrantes comme constituant... l'égalité ! Or si les femmes, donc moi, se disent les jeunes femmes, ne méritent pas plus, si l'inégalité est équitable, juste, c'est que nous sommes vraiment inférieures. L'égalité-déjà-là n'est pas seulement un mensonge : c'est un poison qui entre dans l'âme des femmes et détruit leur estime d'elles-mêmes, leur croyance souvent fragile qu'elles sont des êtres humains à part entière - et pas à moitié. C'est un des enjeux du féminisme aujourd'hui - y ramener les femmes.

Or cela implique non seulement de lutter contre le patriarcat mais de faire passer le message : oui, il faut se battre encore et toujours ; non, nulle part, dans aucun pays et dans aucun rapport social, les dominants ne renoncent de bon gré à leurs privilèges. Mais combattre la vision idéologique du « progrès-qui-marche- tout-seul » et ne va que dans un sens - le bon - n'est pas suffisant. Pour ramener les femmes à la lutte, il ne suffit pas de leur montrer que l'égalité est encore à réaliser ; il faut aussi, et c'est là toute la difficulté, les convaincre qu'elles « le valent bien ».

Partout se sont mis en place des barrages idéologiques à toute action en faveur de l'égalité substantielle. Ce barrage est fait, paradoxalement, au nom de l'égalité elle-même, et complète le dispositif de « l'égalité-déjà-là ». En France, la classe politique - gauche et droite confondues - et une partie de l'intelligentsia s'appuient sur le concept de république pour s'opposer à toute revendication de groupes qui sont constitués par une oppression partagée, comme les femmes, les homosexuels, les ouvriers, les victimes du racisme. Ces « républicains » estiment que parler de groupes ou de catégories serait déjà anti-républicain - puisque la république ne les connaît pas, c'est en en parlant qu'on les invente ; toute mention de catégories ou de groupes, étant contraire à l'esprit de la république, est donc contraire à l'esprit de l'égalité.

Tels sont les syllogismes qui ont été opposés à la proposition de quotas (de 25%) pour les femmes sur les listes électorales par le Conseil constitutionnel en 1982. C'est au nom de l'universalisme républicain que la campagne pour la parité a été attaquée ; or on pouvait reprocher à cette campagne son argumentaire essentialiste, mais pas de dénoncer et de

vouloir corriger une discrimination indéniable dans l'accès aux fonctions électives. Les homosexuels, ou les descendants d'immigrés sont soupçonnés de comploter contre les principes républicains, quand, réunis par une communauté d'exclusion, ils ne demandent qu'à y entrer, dans cette république.

Ainsi, grâce à des sophismes transparents, et surtout à la confusion volontaire entre l'égalité proclamée et l'égalité réelle, le mot de « république » devient-il de plus en plus le cri de ralliement de ceux qui nient que l'inégalité de fait règne dans la nation. Ils sont parvenus à faire dire aux mots le contraire de ce qu'ils signifient, et par un renversement véritablement pervers, à transformer l'égalité républicaine en arme contre l'égalité réelle. Rappeler que l'égalité n'existe pas encore, qu'elle est un idéal qui reste à construire contre une réalité faite d'inégalité est aussi un enjeu majeur.

Compatir n'est pas pâtir : éloge de la non-mixité

Un mouvement ne consiste pas seulement à avancer sur une route mais à la tracer. Un enjeu qui peut paraître plus interne, mais qui est crucial pour le mouvement féministe, consiste à retrouver l'élan qu'il doit à la spécificité de ses principes de non-mixité - de réunions entre femmes, pour avancer sur les routes déjà balisées, mais aussi pour en baliser d'autres, pour ouvrir des perspectives ; car la cartographie de l'oppression et le dessin de la libération ne sont jamais terminés. Les principes de non-mixité font du mouvement féministe un modèle d'auto-émancipation - où les opprimé-e-s non seulement luttent pour leur libération, mais la définissent, ce qui n'est pas le cas dans les mouvements comme le mouvement ouvrier où l'on admet le rôle directeur d'une avant-garde.

Les luttes féministes sont plurielles : pour l'avortement, les droits des lesbiennes, contre les violences, etc. Elles sont aussi diverses dans leurs formes d'organisation : groupes locaux, fédérations nationales (comme Solidarité-femmes), coalitions comme le CNDF, commissions dans des ligues ou des ONG internationales. Une grande partie de l'action féministe se fait dans des groupes mixtes (composés de femmes et d'hommes) : qu'il s'agisse de groupes mixtes par choix - comme MixCité, le Collectif contre le publisexisme, la Meute - ou que la mixité soit une condition de fait, comme c'est le cas pour les commissions femmes dans les syndicats ou ONG, ou dans les coalitions dont la plupart des groupes ou partis adhérents sont eux-mêmes mixtes. Cette mixité ne peut être remise en cause ; elle est la conséquence du *mainstreaming* de l'action féministe, de sa présence dans un grand nombre de lieux tant militants qu'institutionnels - les études féministes par exemple se développent dans la recherche et l'université. Ces relais mixtes sont à la fois le signe de la capacité de l'action féministe à gagner une large audience, et la condition de sa réussite à exercer une influence.

La non-mixité est-elle pour autant obsolète ? Non, elle est aussi nécessaire qu'avant. Quand elle a été inventée en 1970, la non-mixité du MLF a choqué l'ensemble de la société, y compris les féministes de la génération précédente. Car la non-mixité est la conséquence d'une rupture théorique qui remet en cause les analyses antérieures sur la subordination des femmes. Avec le MLF, il n'est plus question d'une « condition féminine » dont tous, femmes et hommes confondus, nous pâtirions également, mais de *l'oppression des femmes*.

Passer des lois n'était pas la préoccupation majeure du MLF. Le but du mouvement féministe était autrement ambitieux, autrement utopique. Les lois ont été le sous-produit bienvenu d'un travail gratuit - sans finalité concrète immédiate, comme la recherche fondamentale. Et si ce sous-produit a été généré, c'est aussi parce qu'il n'était pas particulièrement visé, ou plutôt que la barre était placée plus haut. C'est cette ambition « irréaliste » - se permettant de mettre entre parenthèses l'efficacité immédiate - qui a finalement donné un élan tel que des choses ont été gagnées dans la réalité.

La campagne pour re-criminaliser le viol est issue de la réflexion des groupes dits de « prise de conscience » : de mise en commun et de partage de leurs expériences par les femmes, qui découvraient ainsi que leurs problèmes n'étaient pas particuliers, et n'avaient donc pas de solution individuelle. C'est la critique de la sexualité qui a permis la campagne pour le droit à l'avortement, pour la re-criminalisation du viol, contre la violence masculine dans les couples. Elle prenait à bras le corps les théories savantes et vulgaires sur la sexualité, et les déclarait nulles et non avenues, autant de rationalisations de la domination masculine. Cette critique est devenue quasiment inaudible devant le retour vengeur d'un érotisme patriarcal : la banalisation de la prostitution, de la pornographie, et du sado-masochisme qui est leur substrat commun.

Trente-trois ans après, le mouvement féministe vit toujours sur les renversements de perspective qui ont été accomplis dans les premières années grâce à la pratique non-mixte. La non-mixité est nécessaire parce que les hommes n'ont pas le même intérêt, ni objectif ni subjectif, à lutter pour la libération des femmes. Mais surtout parce que les opprimé-e s doivent définir leur oppression et donc leur libération elles / eux-mêmes, sous peine de voir d'autres les définir.

Et il est impossible de le faire en présence de personnes qui d'une part appartiennent au groupe objectivement oppresseur ; et d'autre part ne savent pas, et ne peuvent pas savoir, par définition et sauf circonstances exceptionnelles, ce que c'est que d'être traitée comme une femme - comme un-e Noire, comme un pédé, comme un-e Arabe, comme une lesbienne, comme un-e ouvrièr-e - tous les jours de leur vie. Aucun degré d'empathie ne peut remplacer l'expérience. Compatir n'est pas pâtre.

Que la force soit avec nous

Cela n'empêche pas les hommes d'avoir un rôle dans le mouvement féministe ; mais il ne peut pas être le même que celui des femmes. Or, si la non-mixité existe toujours, elle n'est plus appréciée à sa juste valeur ; elle est déconsidérée, parfois même vue comme un stade archaïque du mouvement, qui serait aujourd'hui dépassé. Même dans les groupes non-mixtes, on n'en tire pas forcément parti, et l'ordre du jour prend le pas sur la mise en commun des expériences. C'est sauter les étapes, et on en voit le résultat : beaucoup de femmes aujourd'hui tiennent sur leur propre oppression un discours politique au pire sens du terme, on dirait qu'elles parlent d'un électorat quelconque, ou des autres, mais pas d'elles.

Le secret du mouvement des années 70, c'est d'avoir utilisé les découvertes profondes des paysans chinois et du mouvement Noir américain : « parler la souffrance pour se rappeler la souffrance ». Car la lutte politique, si elle n'est pas alimentée sans cesse par la conscience vécue, quasiment charnelle, de la réalité de l'oppression, devient un combat philanthropique ; et quand des femmes deviennent les philanthropes d'elles-mêmes, ne se souviennent plus ou veulent oublier qu'elles sont les humiliées et les offensées dont elles parlent, la force n'est plus avec elles. Garder, retrouver les sources de cette force, c'est aussi l'un des défis du nouveau siècle pour le mouvement féministe. Et pour tous les mouvements d'opprimé-es.

12 - Rencontre internationale des femmes et des peuples des Amériques en Colombie : Appel

La Colombie s'est parée de milliers de visages de femmes, d'enfants et d'hommes ; des visages des peuples qui, pleins d'espoir, de rêves, d'expériences, de luttes et de résistances, sommes venus depuis l'Argentine, Paraguay, Brésil, Pérou, Equateur, Vénézuéla, Salvador, Honduras, Haïti, Guatemala, Cuba, Mexique, États-Unis, Canada, Espagne, France, Italie, Belgique, Allemagne. Et aussi des divers coins du pays, régions et départements, Nariño, Cauca, Valle,

Huila, Chocó, Antioquia, Tolima, Cundinamarca, Bogotá, Magdalena Medio, Bolívar, Santander, Norte de Santander, Arauca, Atlántico afin de participer de façon décidée et joyeuse lors de la Rencontre Internationale de Femmes et Peuples des Amériques contre la Militarisation du 16 au 23 août.

Cette rencontre constate comment aujourd'hui plus que jamais la menace de guerre mondiale résonne et s'impose dans différents coins géographiques, et l'humanité se retrouve dans l'impasse de sa propre survivance et celle d'autres formes de vie qui existent. Cette rencontre a lieu au moment où l'impérialisme américain dessine et exécute de nouvelles stratégies agressives de recolonisation pour se positionner à nouveau et essayer de se rattraper de la grande crise de son système capitaliste. La dépouille des richesses des peuples et la violation des droits de l'homme accompagnées de la militarisation sont les moyens établis qui se servent les médias massifs comme assujettissement idéologique et culturel.

La Colombie est un vaste territoire avec d'innombrables richesses minérales, on trouve du pétrole, des sources d'eau, d'énergie, de biodiversité, de flore et de faune, ainsi que le savoir traditionnel et ancestral des peuples autochtones, noirs et paysans, aujourd'hui très convoités et exploités par les entreprises multinationales qui seul s'intéressent aux profits honteux et inhumains. Pour y parvenir ces entreprises nourrissent et renforcent ce processus de militarisation, guerre, déracinement, dépouille et mort si nocif aux populations et leurs territoires sous une logique dominante déployée qui vise toute l'Amérique.

La Colombie est d'une grande diversité composée de peuples autochtones, de descendants d'africains ou afro-descendants, de métisses, de communautés paysannes et de populations urbaines las de guerre et de violence qui affectent le pays depuis plus de 50 ans et qui ont causé 4,5 millions de personnes en situation de déplacement ainsi que des milliers de personnes assassinées, disparues, ou emprisonnées. Ces peuples et communautés résistent de manière très courageuse et créative à travers des processus de souveraineté des corps, des territoires et d'alimentation, s'affirment dans leurs identités propres et diverses de caractère organisationnel, culturel, spirituel et de vision cosmique, et proposent comme axe l'unité, la recherche et la mise en place d'une vie digne, autonome, autodéterminée et souveraine.

Les femmes, protagonistes de ces processus ont été et continuent à être la force de leurs peuples malgré recevoir directement l'impact de violence, la pauvreté, l'exclusion et la discrimination. Dans le cas des conflits sociaux, politiques, économiques et armés, cette situation des femmes se traduit par exploitation, misère, violations à leur liberté sexuelle, viols sexuel, ainsi que viol d'autres droits humains fondamentaux, instaurant le déracinement, la poursuite et la mort.

La rencontre s'est organisée sous forme de missions humanitaires de solidarité qui ont visité plusieurs régions du pays, et ont permis le partage d'expériences, de vécus, et de réflexions des personnes membres de ces missions avec les femmes, les peuples, les communautés rurales et urbaines colombienne. Lors de ces rencontres, on a pu comprendre la réalité concrète, sans accorder de visage ou de nom, de ceux et celles qui font face chaque jour au projet de militarisation et à la résistance dans leurs territoires et leurs vies de tous les jours ainsi que les intérêts économiques et stratégiques qu'ils défendent. Cette opportunité permet à la communauté internationale de continuer à dénoncer la terrible violation des droits de l'homme qui, en Colombie, arrive à des niveaux de perversion pas possibles comme les "faux positifs" ou innocents accusés d'avoir des liens avec des éléments afin de justifier leur

assassinat, l'incarcération, la disparition forcée et le déplacement, ce qui montre à quel point le pays se trouve loin de « l'après-conflit », comme le déclare le gouvernement.

Pendant deux jours, on a pu échanger les expériences de résistance des femmes et des peuples de la Colombie et du continent, l'impact de la militarisation a été dénoncé, et confirmer la certitude que nous sommes tous et toutes las de l'oppression, l'exploitation, et la culture de mort du capitalisme patriarcal et raciste.

Depuis cette rencontre, dans l'esprit collectif de justice, respect et solidarité continental nous parlons au monde pour affirmer une fois encore notre engagement en tant que femmes et peuples contre la militarisation et prenons position pour :

- Lutter pour la justice envers les femmes et pour que la violence, l'intimidation, le contrôle et l'utilisation des femmes comme butin de guerre cessent.
- Refuser énergiquement la stratégie impérialiste des États-Unis pour militariser les vies et les territoires ainsi que ses convoitises qui cherchent à contrôler les richesses des pays et les consciences. Nous exclamons « dehors les bases militaires américaines de l'Amérique Latine et des Caraïbes. »
- Refuser la présence des bases américaines dans nos pays et territoires et exiger leur départ immédiat.
- Lutter contre l'ingérence des armées d'occupation comme la MINUSTAH en Haïti.
- Lutter pour la fermeture des bases militaires dans toute notre Abya Yala, contre les mégaprojets d'énergie, d'exploitation pétrolière, minière, la privatisation de l'eau et la dépouille de territoires qui favorisent aujourd'hui seules les grandes entreprises multinationales.
- Refuser la menace imminente d'intervention militaire au Costa Rica avec plus de 7000 effectifs militaires et 46 navires de guerre des États-Unis.
- Refuser les essais de déstabiliser le gouvernement légitime et les provocations répétées contre le peuple de la République Bolivarienne du Vénézuéla.
- Réitérer notre solidarité avec la résistance nationale de Honduras, regroupée sous le FNRP, qui dirige leur politique et actions vers le projet d'un nouveau fondement national et sous l'immédiat à la convocation de l'assemblée Nationale Constituante Populaire et Démocratique. Pour cela nous faisons aussi appel aux gouvernements, états et peuples du monde pour ne pas reconnaître le régime de Porfirio Lobo, qui est le continuateur du coup d'état et des politiques de violation aux droits de l'homme contre le peuple de Honduras qui se déclare en lutte.
- Répudier la criminalisation de la lutte des peuples qui n'est que mort et répression contre les femmes et les hommes et leurs processus organisationnels.
- Refuser la politique contre l'immigration que les États Unis met en place, en renforçant la lutte contre le mur.
- Refuser la nomination de Alvaro Uribe Vélez comme membre de la Commission d'Enquête pour le crime commis par le gouvernement israélien contre les brigades de solidarité avec le peuple palestinien.
- Continuer la lutte pour la libération des cinq confrères cubains aujourd'hui injustement prisonniers dans les prisons des États-Unis.
- Appuyer l'action dans la République Démocratique du Congo de la Marche Mondiale des Femmes le 17 Octobre.
- Nous déclarons le 10 décembre comme le jour de lutte continentale contre les bases militaires étrangères.

• Nous accueillons le mandat pour l'Assemblée des mouvements sociaux du IV Forum Social des Amériques réalisé au Paraguay, ainsi que le mandat de la I et II rencontres hémisphériques contre la militarisation à Chiapas et au Honduras.

Nous nous engageons à dynamiser et à promouvoir la IV rencontre continentale hémisphérique contre la militarisation.

Nous nous joignons à la campagne contre la militarisation qui s'articule à niveau continental.

Pour le cas de la Colombie nous faisons appel et proposons au continent et au monde :

• Maintenir fermement la proposition de solution politique et négociée au conflit social et armé interne de la Colombie

• Renforcer et reconstruire les mouvements sociaux en tant que sujets politiques fondamentaux pour la paix

• Promouvoir, dynamiser et soutenir la cour des femmes et des peuples depuis le local, le régional, le national et l'international pour la récupération de la mémoire pour la vérité, la justice, la réparation et la non répétition.

• Encourager l'unité, le renforcement de la conscience, l'organisation, la communication alternative, et la mobilisation comme éléments essentiels d'autonomie, lutte et résistance.

• Participer et accompagner la réalisation du Congrès des Peuples convoqué depuis la Minga Nationale de résistance sociale et communautaire, convoqué du 8 au 12 octobre 2010.

Nous réaffirmons aujourd'hui notre engagement pour la vie digne, la défense de nos territoires, la souveraineté, l'autonomie, l'autodétermination, la culture et l'ancestralité et comme mouvements qui comprenons que la lutte contre la militarisation et les bases militaires est un pilier fondamental pour la paix.

Mon corps est ma maison, Ma maison est mon territoire, Mon territoire est ma patrie, Ma patrie est mon continent.

Colombie Barrancabermeja 23 août 2010

REUNIONS, COLLOQUES, MEETING

13 - Rencontre débat sur le thème « la pensée sans Frontière » - AFEMCI

Les femmes Euro-méditerranéennes Contre les Inégalités (AFEMCI) vous invitent à une rencontre-débat avec Fadela M'rabet sur le thème « La pensée sans frontière » le 12 octobre. Fadela est une féministe Algérienne connue pour ses deux ouvrages remarquables et retentissants sur la condition des femmes en Algérie : La Femme algérienne (Maspéro, 1965) et Les Algériennes (Maspéro, 1967). Aujourd'hui, cette féministe de la première heure, docteur en biologie, interpelle et défend la condition des femmes algériennes sans réserve.

Lieu de Conférence : Ligne 13, Station Mairie de Saint-Ouen. Renseignements à la Maison de quartier Pasteur : 01.41.66.36.20. Sous réserve de places disponibles

14 - Assises de l'IEC : Vous avez dit féministe ?

L'Institut Emilie du Châtelet et le Conseil régional d'Ile-de-France vous invitent à participer aux Assises de l'IEC organisées cette année sur le thème : « Vous avez dit féministe ? » les lundis 4 octobre, 11 octobre, 18 octobre et 25 octobre de 14h à 19h au FIAP Jean Monnet, 30 rue Cabanis 75014 Paris.

L'inscription est gratuite mais obligatoire : Merci de vous inscrire à l'adresse suivante : <http://www.emilieduchatelet.org/Assises/Assises2010.html>

LIVRES, CINEMA, SORTIES, RADIO, TELEVISION

15 - Hommage à Delphine Seyrig, actrice, réalisatrice et féministe

Il aura lieu à la Cinémathèque française du 22 septembre au 11 octobre prochain. A cette occasion, sont programmés une rétrospective de 44 films, un spectacle ("Delphine Seyrig, Lady Freedom", samedi 25 septembre, 20h30, avec Nicole Garcia et Coralie Seyrig) et une conférence : "Qui êtes-vous Delphine Seyrig ?", lundi 27 septembre, 19h.

Vingt ans après sa disparition, Delphine Seyrig laisse le souvenir d'une personnalité riche, multiple, combative, ouverte à diverses expériences. A la fois actrice, réalisatrice et militante féministe, elle fut l'icône d'une certaine modernité cinématographique dans les films d'Alain Resnais (*L'année dernière à Marienbad, Muriel*), de François Truffaut (*Baisers volés*), de Marguerite Duras (*India Song, Baxter, Vera Baxter*) ou de Chantal Akerman (*Jeanne Dielman, 23 Quai du commerce, 1080 Bruxelles*). Son jeu non naturaliste, sa voix si particulière en feront un symbole unique d'élégance et de distinction. Elle s'associera par ailleurs au combat pour la cause des femmes, a réalisé le film *Sois belle et tais-toi* et participé à la réalisation de *Maso et Miso vont en bateau* et *SCUM Manifesto*, tous deux cosignés par Carole Roussopoulos.

Vous trouverez des informations complémentaires sur le site de la Cinémathèque française :

<http://www.cinematheque.fr/fr/projections/hommages-retrospectives/fiche-cycle/delphine-seyrig,283.html>

16 - Radio Libertaire

Mercredi 22 : Avec Marion de la Marche Mondiale des Femmes : Bilan de l'étape française des 12 et 13 juin à Paris, bilan de l'étape européenne du 30 juin à Istanbul ; L'étape mondiale à Bukavu (RDC) du 13 au 17 octobre : projet pour le 17 octobre à Paris Ile de France (soutien aux femmes vivant dans les pays en situation de conflit).

Mercredi 29 : avec Sandrine Charlemagne pour le recueil de textes et photos "Balzac, côté femmes" suite à un atelier d'écriture mis en place au Centre social Balzac de Vitry s/seine avec dix habitantes de la cité Balzac qui transmettent leurs souvenirs, leurs expériences, avant sa rénovation. Vous pouvez écouter et télécharger l'émission sur le site de Radio Libertaire pendant 1 semaine : <http://media.radio-libertaire.org/php/grille.php> et téléphoner pendant l'émission au 01 43 71 89 40